



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juin 2018 pour l'exploitation de la carrière de Saint-Elix-le-Château, lieu-dit « Le Vignoble », et Saint-Julien-sur-Garonne, lieu-dit « Couote », par la société DENJEAN GRANULATS

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 autorisant la société Denjean Granulats dont le siège social est situé au lieu-dit « Pichet » 31430 Saint-Élix-le-Château, à exploiter une carrière de sables et de graviers, sur les communes de Saint-Élix-le-Château (31), lieu-dit « Le Vignoble », et Saint-Julien-sur-Garonne (31), lieu-dit « Couote », pour une superficie totale de 28 ha, 84 a, 44 ca et une durée de 20 ans ;

Vu la demande, reçue le 08 juillet 2020 et considérée complète le 29 juillet 2020 de prolongation de la durée d'exploitation pour une durée de 2 ans, d'extension de la surface autorisée d'extraction de 17,20 ares soit 1720 m² et de modification de remise en état visant à restreindre la superficie rendue après extraction sous forme de lac et ainsi augmenter la surface des terrains rendus à l'usage agricole, de la carrière de sables et de graviers autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 susvisé ;

Vu la décision de non soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement en date du 31 juillet 2020 ;

Considérant que la demande de prolongation de 2 ans de l'activité au vu de la durée de 20 ans déjà autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 susvisé ne constitue pas une modification substantielle ;

Considérant que la demande de modification de la remise en état ne concerne que le remblaiement du lac de « Couote » dont la surface initiale à l'issue de la remise en état devait être de 9 ha et sera réduite à 3,7 ha ;

Considérant l'étude de modélisation hydrogéologique produite par l'exploitant afin d'appréhender les éventuelles incidences sur les niveaux piézométriques ou la circulation des eaux souterraines de cette demande de modification de remise en état consistant à augmenter la surface de remblaiement du lac de « Couote » ;

Considérant les conclusions de l'étude qui montrent qu'aucun risque de débordement n'est à envisager, et que les variations des niveaux du lac de « Couote » et des lacs alentour sont négligeables ;

Considérant, au vu des conclusions de l'étude de modélisation hydrogéologique, que la demande de modification de la remise en état finale du site ne constitue pas une modification substantielle ;

Considérant que les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ne sont pas significatifs compte tenu des modalités d'exploitation avec un phasage bien défini et une réhabilitation de l'installation à la fin de l'exploitation ;

Considérant que la prolongation de l'activité n'entraînera pas d'incidences supplémentaires par rapport à celles générées actuellement ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 3 février 2022 ;

Considérant les observations sur le projet d'arrêté complémentaire, transmises par l'exploitant par courriel du 11 février 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société Denjean Granulats, dont le siège social est situé au lieu-dit « Pichet » 31430 Saint-Élix-le-Château, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation d'une carrière de sables et de graviers, sur les communes de Saint-Julien-sur-Garonne (31) et Saint-Élix-le-Château (31) prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juin 2018, dans les conditions des articles suivants du présent arrêté.

Art. 2. -

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 est modifié comme suit :

La Société Denjean Granulats, dont le siège social est situé lieu-dit « Pichet » à Saint-Élix-le-Château (31430) est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire des communes de Saint-Julien-sur-Garonne et Saint-Élix-le-Château et sur une superficie de 29 ha 01 a 64 ca durant 22 ans sur les parcelles cadastrées en annexe I de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018.

Art. 3. -

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 est modifié comme suit :

Rubriques de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

L'activité exercée sur le site relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées:

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Portée de la demande
2510-1	Exploitation de carrière : 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Superficie : 29 ha 01 a 64 ca Production moyenne annuelle : 250 000 t Production maximale annuelle : 400 000 t	Autorisation
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	50 000 m ²	Enregistrement

Au titre de la « loi sur l'eau », le projet relève des rubriques :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Portée de la demande
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)		Déclaration
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;	Création de plans d'eau de plus de 3 ha (environ 3,7 ha)	Autorisation

En application des dispositions prévues à l'article L.214-1 du code de l'environnement, la procédure administrative de demande d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées se substitue à la procédure liée à la nomenclature « loi sur l'eau ».

Art. 4. -

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 est modifié comme suit :

Validité de l'autorisation

L'autorisation, valable pour une durée de 22 ans à compter de la notification de l'arrêté d'autorisation du 4 juin 2018, est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou des contrats de forage dont est titulaire le bénéficiaire.

Cette durée inclut la remise en état complète des terrains visés à l'annexe I.

L'extraction des matériaux commercialisables doit être arrêtée au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation pour que la remise en état puisse être correctement réalisée dans les délais susvisés.

Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Art. 5. -

L'article 16-2 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 est modifié comme suit :

Remise en état

La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et est conforme au plan de remise en état final.

La remise en état est coordonnée à l'extraction et respecte les plans figurant en annexe décrivant l'avancée de celle-ci par rapport aux années d'exploitation.

- un plan d'eau de 3,7 ha est conservé sur le site de Couote, destiné à des usages d'agrément et à la création d'habitats nécessaires au développement de la biodiversité. Le lac est entouré de 825 mètres linéaires de haies arbustives et de bosquets d'espèces arborescentes (60 plants),
- le contour du lac est sinueux pour améliorer son intégration paysagère et limiter l'aspect artificiel, les abords du lac seront enherbés sur 12 ha, et des berges favorables à la nidification du Guêpier d'Europe et de l'hirondelle de rivage sont créées,
- des berges en pentes douces ou « en gradin » sont créées afin de favoriser l'implantation d'une végétation aquatique diversifiée sur 5 % du plan d'eau,
- des zones de fourrés doubles rangs sont aménagées pour assurer la fonction d'habitats et de corridors écologiques créées,
- les parcelles de Saint-Élix-le-Château sont restituées en terres agricoles,
- un diagnostic agronomique final est réalisé à la fin de la période de « convalescence » des parcelles destinées à l'agriculture; il permet de déterminer l'état du réaménagement agricole. L'exploitant procède à un décompactage et à un ensemencement en légumineuses avant retour en activités agricoles,
- l'exploitant conserve la trace d'acquisition des plants destinés au reverdissement. L'exploitant procède, par l'intermédiaire d'un géomètre, à l'évaluation de la surface sur laquelle il a réalisé les plantations, les zones humides. L'évaluation fournit également la surface des lacs,
- l'exploitant conserve une trace de tous les investissements réalisés dans le cadre de l'aménagement,
- le dossier de cessation d'activité fournit le nombre d'arbres/arbustes/éléments de végétation implantés par mètre carré ou mètre linéaire,
- à minima, à la fin des trois premières phases et 2 ans avant la fin de l'exploitation de l'autorisation délivrée, l'exploitant réalise un suivi faunistique et floristique afin d'orienter les travaux de réaménagement, valider la remise en état déjà effectuée et suivre la bonne mise en œuvre des mesures d'atténuation d'impact engagées notamment en matière de biodiversité. Le suivi est tenu à disposition de l'inspection.

Art. 6. -

L'article 26-1 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 est modifié comme suit :

Garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période. Ce montant est de :

Garanties financières pour la phase quinquennale	Année d'exploitation retenue pour le calcul des garanties financières	Montant TTC d'après l'arrêté ministériel modifié du 09/02/2004
I (1 - 5 ans)	1 (2020)	247 674 €
II (6 - 10 ans)	6 (2025)	176 319 €
III (11 – 15 ans)	14 (2033)	176 924 €
IV (16 – 20 ans)	16 (2035)	134 765 €

Avant le début de l'exploitation, de nouveaux calculs relatif à la détermination des garanties financières doivent être réalisés conformément à l'arrêté du 09 février 2004 modifié. En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

Art.7. -

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018, au tableau des parcelles concernées est rajouté comme suit :

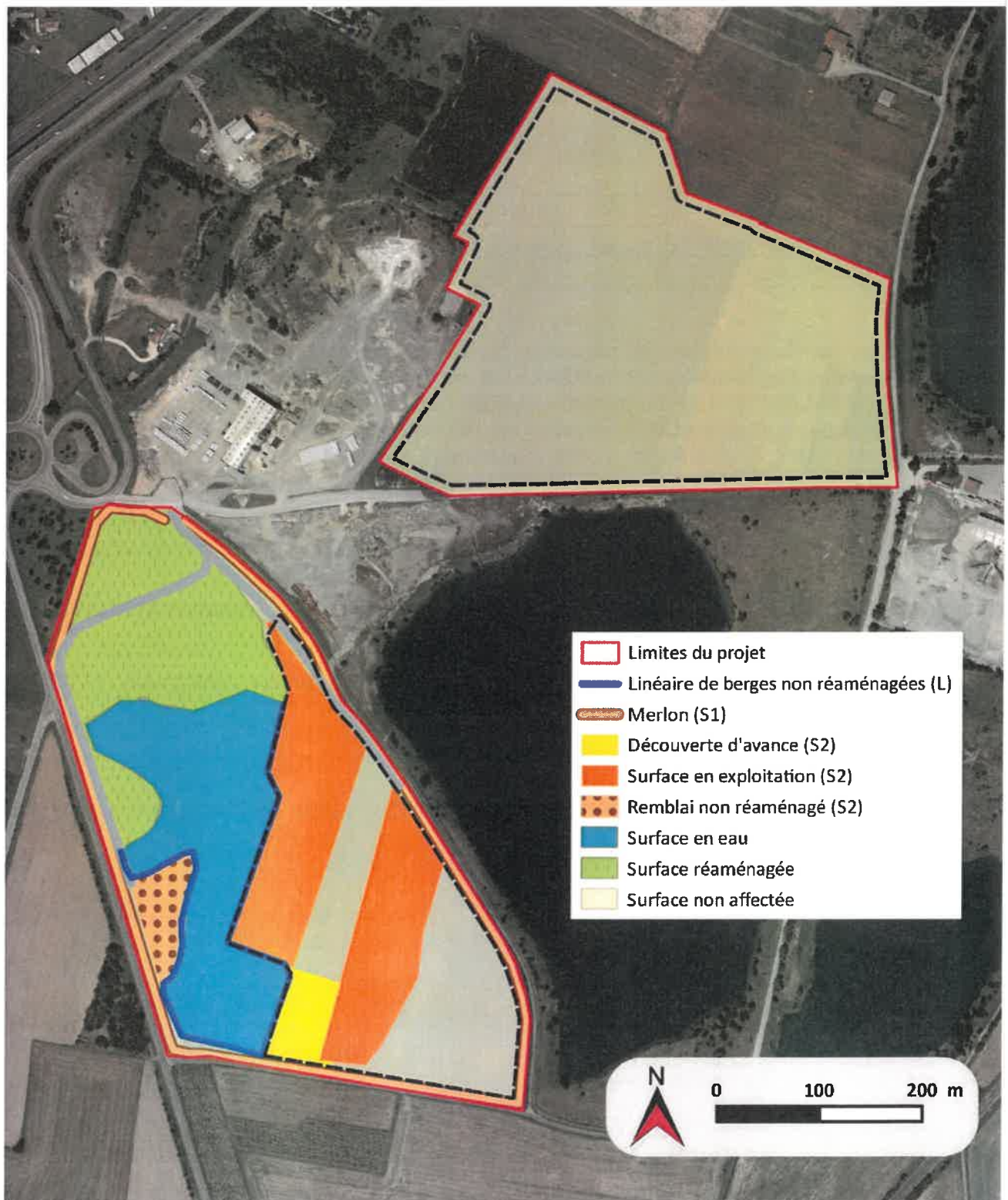
Parcelle ajoutée Saint-Élix-le-Château B Le Vignoble 37 superficie cadastrale 17,20 ares superficie exploitable 17,20 ares .

Art.8 -

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018, plan de phasage de l'exploitation est modifié comme suit :

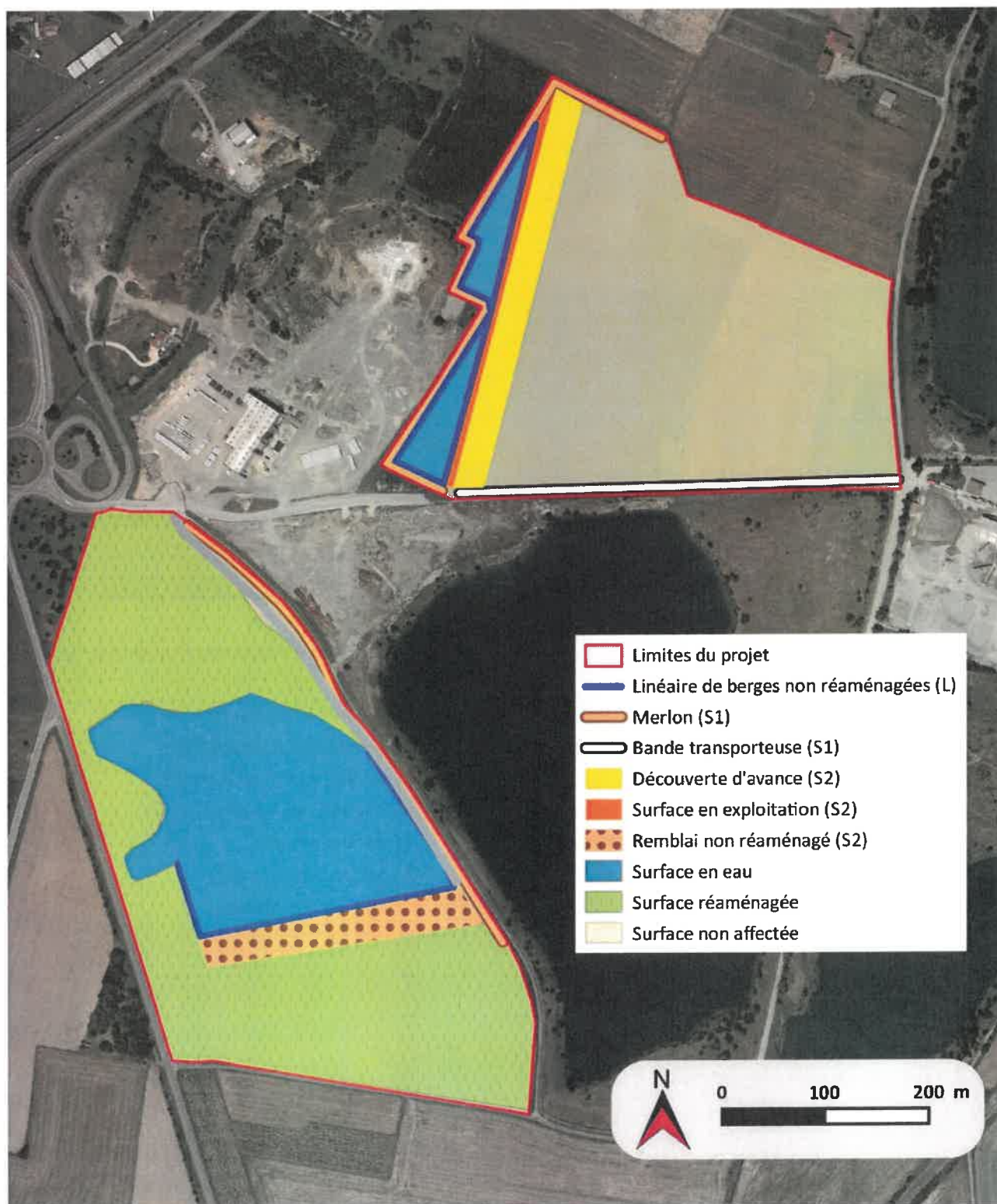
Plan des garanties financières

Phase 1 (année 1)



Plan des garanties financières

Phase 2 (année 6)



Plan des garanties financières

Phase 3 (année 14)



Plan des garanties financières

Phase 4 (année 16)



Art.9 -

L'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018, plan de remise en état final après exploitation est modifié comme suit :



Plan de réaménagement

- | | |
|-----------------------------|-----------------------|
| Périmètre de la demande | Plan d'eau |
| Plantations | Berges en pente douce |
| Surface enherbée | Berges abruptes |
| Surface à vocation agricole | Triple berge |



0 80 160 m

Date de réalisation : Juin 2020
Sources : © fond Google Satellite

Référence : 2020-000173



Art. 10. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 11. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{re} du code de l'environnement.

Art. 12. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art.13. – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairies de Saint-Élix-le-Château et Saint-Julien-sur-Garonne et peut y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies Saint-Élix-le-Château et Saint-Julien-sur-Garonne pendant une durée minimale d'un mois. Les maires de ces communes font connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art.14. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne ainsi que les maires de Saint-Élix-le-Château et Saint-Julien-sur-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SAS DENJEAN GRANULATS.

Fait à Toulouse, le 22 FEV. 2022

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Denis OLAGNON